

A8465

**TRAITE  
DE FUSION-ABSORPTION**

**DE LA SOCIETE « CABINET DUNOYER »  
PAR « DUNOYER VIDAL AUDIT »**

**ET**

**DE LA SOCIETE « DUNOYER VIDAL AUDIT »  
PAR LA SOCIETE « STREGO »**

✓

**TRAITE DE FUSION-ABSORPTION**  
**DES SOCIETES « CABINET DUNOYER » ET « DUNOYER VIDAL AUDIT »**  
**PAR LA SOCIETE « STREGO »**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

- Monsieur Jean-Claude GUILLET, agissant en qualité de président et au nom de la société **STREGO**, Société par actions simplifiée au capital de 6 000 000 euros, dont le siège social est 4, rue de Landemaure - 49000 ANGERS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 063200885 RCS ANGERS,

dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Comité de Direction en date du 25 novembre 2010,

**Ci-après dénommée "la société absorbante",  
D'UNE PART,**

**ET:**

- Monsieur Jean-Claude GUILLET, agissant en qualité de gérant et au nom de la société **CABINET DUNOYER**, Société à responsabilité limitée, au capital de 150 000 euros, dont le siège social est Rue Augustin Fresnel – 17180 PERIGNY, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 387996283 RCS LA ROCHELLE,

dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 26 novembre 2010,

**Ci-après dénommée "la société absorbée",  
D'AUTRE PART,**

**ET:**

- Monsieur Jean-Claude GUILLET, agissant en qualité de gérant et au nom de la société **DUNOYER VIDAL AUDIT**, Société à responsabilité limitée, au capital de 10 000 euros, dont le siège social est Rue Augustin Fresnel – 17180 PERIGNY, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 479375214 RCS LA ROCHELLE,

dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 26 novembre 2010,

**Ci-après dénommée "la société absorbée",  
D'AUTRE PART,**

Préalablement à la convention de fusion faisant l'objet du présent acte,  
il a été exposé ce qui suit :

## **CHAPITRE I : EXPOSE**

### **I - Caractéristiques des sociétés**

#### **1/ Société STREGO**

La Société STREGO a été constituée sous la forme de Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte S.S.P. en date à ANGERS du 1<sup>er</sup> Juillet 1963. Elle a été transformée en société anonyme aux termes d'un acte sous seing privé en date à Angers du 1<sup>er</sup> décembre 1965 puis transformée en société par actions simplifiée par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 17 juin 2006.

Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'ANGERS sous le numéro 063 200 885.

Son siège social est fixé à ANGERS (49000), 4, rue de Landemaure.

Son capital s'élève actuellement à la somme de six millions d'euros (6.000.000 €) et est divisé en 299.022 actions d'une valeur nominale de 20,06 Euros chacune.

Son objet est le suivant : l'exercice de la profession d'Expert-Comptable et l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes. Et plus généralement, toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à ces objets et pouvant contribuer au développement de la société dans le cadre de la réglementation applicable aux sociétés d'expertise comptable.

La société détient les 1000 parts sociales composant le capital social de la société DUNOYER VIDAL AUDIT, qui détient elle-même 500 parts sociales de la société CABINET DUNOYER.

#### **2 / Société CABINET DUNOYER**

La Société CABINET DUNOYER a été constituée sous la forme de Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à LA ROCHELLE du 29 juin 1992, enregistré à la Rochelle-Est le 2 juillet 1992, volume 857, bordereau 415 n°3.

Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LA ROCHELLE sous le numéro 387 996 283. Son siège social est fixé à PERIGNY (17180) – Rue Augustin Fresnel.

Son capital s'élève actuellement à la somme de cent cinquante mille euros (150.000 €) et est divisé en 500 parts sociales d'une valeur nominale de 300 Euros chacune détenues en totalité par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT dont elle est une filiale à 100 %.

Son objet est le suivant : l'exercice de la profession d'expert-comptable telle qu'elle est définie par l'ordonnance du 19 septembre 1945, la loi du 24 juillet 1966 et le décret du 12 août 1969 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs. Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet. Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle ou libérale de ses membres.

Suivant un acte sous seing privé en date du 1<sup>er</sup> septembre 2010 à Angers, enregistré le 22 octobre 2010 au SIE d'Angers Nord, bordereau n°2010/1643, case n°8, la société



CABINET DUNOYER a donné en location sa clientèle d'expertise comptable à la société STREGO pour une durée d'un an moyennant une redevance annuelle hors taxes de six mille huit cents (6.800) euros hors taxes et ce à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

### **3 / Société DUNOYER VIDAL AUDIT**

La Société DUNOYER VIDAL AUDIT a été constituée sous la forme de Société à responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à LA ROCHELLE du 05 novembre 2004 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LA ROCHELLE sous le numéro 479 375 214.

Son siège social est fixé à PERIGNY (17180) – Rue Augustin Fresnel.

Son capital s'élève actuellement à la somme de dix mille Euros (10 000 €) et est divisé en 1000 parts sociales d'une valeur nominale de 10 Euros chacune détenues en totalité par la STREGO, dont elle est une filiale à 100 %.

Son objet est le suivant : l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes. Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée. Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, alinéa 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994.

La Société DUNOYER VIDAL AUDIT détient les 1000 parts composant le capital de la Société CABINET DUNOYER.

La Société CABINET DUNOYER est donc filiale à 100 % de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT.

Suivant un acte sous seing privé en date du 1<sup>er</sup> septembre 2010 à Angers, la société DUNOYER VIDAL AUDIT a confié à la société STREGO ses missions de commissariat aux comptes pour une durée d'un an moyennant le versement d'une redevance d'un montant égal à 90 % des honoraires facturés à ses clients, et ce à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

4/ Monsieur Jean-Claude GUILLET, Président de la société STREGO est également Gérant de la société CABINET DUNOYER et de la société DUNOYER VIDAL AUDIT.

### **II - Motifs et buts de la fusion**

Les Sociétés STREGO, DUNOYER VIDAL AUDIT et CABINET DUNOYER exercent chacune la même activité d'expertise comptable et/ou de commissariat aux comptes.

De plus, la STREGO détient directement les sociétés DUNOYER VIDAL AUDIT et indirectement, par le biais de la société DUNOYER VIDAL AUDIT, 100 % du capital de la société CABINET DUNOYER.

Il existe, en outre, une similitude dans la qualité des prestations à fournir à la clientèle, dans la gestion et la formation du personnel de chacune des sociétés d'expertise comptable et de commissariat aux comptes.

Le regroupement des trois entités juridiques est apparu nécessaire pour simplifier et rationaliser les structures du groupe, renforcer la qualité de leurs services à la clientèle,

améliorer leur comportement vis-à-vis de celles-ci en profitant de l'expérience de chacune et mieux assurer la pérennité de l'ensemble face aux demandes du marché.

C'est ainsi qu'il est envisagé dans un premier temps de regrouper la société DUNOYER VIDAL AUDIT et sa filiale CABINET DUNOYER pour dans un deuxième temps regrouper la société STREGO et sa filiale, la société DUNOYER VIDAL AUDIT.

### **III - Comptes servant de base à la fusion**

Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis par les trois sociétés soussignées, sur la base de leurs comptes, arrêtés au 31 août 2010. Les bilans, comptes de résultat et annexes, arrêtés au 31 août 2010, de chacune des sociétés soussignées, figurent en annexe à la présente convention.

### **IV - Méthodes d'évaluation**

Les éléments d'actif et de passif apportés sont évalués à leur valeur nette comptable, tels qu'ils figurent dans les comptes de la société CABINET DUNOYER, arrêtés au 31 août 2010, conformément au règlement CNC 2004-01 (Arrêté du 7 juin 2004, JO du 8, p. 10115).

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES ONT ETABLI DE LA MANIERE SUIVANTE LE PROJET DE LEUR FUSION**

## **SECTION I**

### **FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE « CABINET DUNOYER » PAR LA SOCIETE « DUNOYER VIDAL AUDIT »**

## **CHAPITRE II : Apport-fusion**

### **I - Dispositions préalables**

1- Les Sociétés DUNOYER VIDAL AUDIT et CABINET DUNOYER ont décidé de fusionner au moyen de l'absorption de la Société CABINET DUNOYER par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT, et de l'apport par la première à la deuxième de la totalité de son actif, à charge par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT de supporter l'intégralité de son passif, et contre l'attribution de parts sociales à créer en augmentation de capital de la Société absorbante pour une valeur correspondant à celle nette de l'apport.

2- La Société CABINET DUNOYER a établi à la date du 31 août 2010 un inventaire et un bilan dont une copie est demeurée **annexée** à chacun des originaux des présentes.

L'inventaire et le bilan de la Société CABINET DUNOYER établis ainsi qu'il est dit ci-dessus au 31 août 2010, ont servi à déterminer les éléments d'actif et de passif qui seront respectivement apportés à la Société DUNOYER VIDAL AUDIT et pris en charge par elle au titre de la fusion.

3- Toutes les opérations actives et passives effectuées par la Société CABINET DUNOYER depuis le 1er septembre 2010, date d'ouverture de son exercice en cours jusqu'au jour de

la réalisation définitive de la fusion, bénéficieront ou seront prises en charge par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT.

Les comptes de la Société absorbée afférents à la période courue depuis le 1er septembre 2010, date d'ouverture de l'exercice en cours, jusqu'au jour de la réalisation définitive de la fusion, seront remis à la Société absorbante par le représentant légal de la Société absorbée.

## **II - Apport de la société CABINET DUNOYER**

Monsieur Jean-Claude GUILLET, soussigné d'autre part, ès qualités, apporte à titre de fusion à la Société DUNOYER VIDAL AUDIT, sous les conditions ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté au nom de cette dernière par Monsieur Jean-Claude GUILLET, ès qualités, soussigné d'autre part, tous les biens incorporels et corporels, droits et valeurs suivants, appartenant à la Société CABINET DUNOYER à la date du 31 août 2010, soit tout l'actif de ladite Société sans exception ni réserve.

Cet apport-fusion est fait d'une part à charge par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT d'acquitter tout le passif de la Société CABINET DUNOYER au 31 août 2010, ainsi qu'il sera ci-après déterminé, et d'autre part sous la condition qui sera exprimée en fin du présent acte, à la réalisation de laquelle le tout est subordonné.

Les actifs apportés comprennent, sans que l'énonciation qui va suivre puisse être considérée comme limitative, les biens dont la désignation suit, évalués comme il est dit ci-dessus à la date du 31 août 2010.

### **A) ACTIF APPORTE**

**1) Une activité libérale d'expertise comptable**, pour laquelle la Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LA ROCHELLE, sous le numéro 387 996 283 pour son siège social et établissement principal, à l'INSEE sous le numéro SIRET 387996283 00058, exploité à PERIGNY (17180) – Rue Augustin Fresnel,

Ladite activité comprenant :

*a/ Les éléments incorporels y attachés, sans restriction, ni réserve, savoir :*

- la clientèle,
- le nom "CABINET DUNOYER",
- le droit de se dire successeur de la société apporteuse,
- le bénéfice de tous contrats, conventions et marchés passés avec tous tiers quelconques,

Lesdits éléments incorporels évalués à la somme de  
Cent quatre vingt huit mille sept cent trente et un euros  
et quatre vingt huit centimes d'euros ci .....188 731,88 €

Les logiciels informatiques évalués à la somme de  
zéro Euro, ci ..... 0,00 €

	Brut	Amortissement
- Logiciels	7 845,62	7 845,62
Totaux	7 845,62	7 845,62
		0,00

*b/ Les éléments corporels, le matériel et autres, avances sur immobilisations*

pour un montant total de

Mille neuf cent soixante quatre euros et

quatre vingt deux centimes d'euros, ci ..... 1 964,82 €

	Brut	Amortissement
- Mat. Bureau et informatiq.	5 226,54	4 625,22
- Mobilier	8 746,91	7 383,41
Totaux	13 973,45	12 008,63
		1 964,82

**2) Un actif circulant** s'élevant à la somme de  
six cent quarante cinq mille quatre cent trente Euros

et dix huit centimes d'euros ci .....645 430,18 €

suivant détail ci-après :

- créances clients pour.....441 365,69 €

	Brut	Provision
- Clients	301 456,48	
- Clients douteux	60 456,62	
- Clients factures à établir	130 001,61	
- Provision créances douteus.		50 549,02
Totaux	491 914,71	50.549,02
		441 365,09

- autres créances pour.....97 275,16 €

- disponibilités pour.....90 414,90 €

- charges constatées d'avance pour .....16 374,43 €

**Total de l'évaluation des biens apportés :**

836 126,88 €

**Huit cent trente six mille cent vingt six euros et  
quatre vingt huit centimes d'euros**

**B) ORIGINE DE PROPRIÉTÉ**

La société est propriétaire de son fonds libéral d'expertise comptable exploité à son siège social pour l'avoir créé ou régulièrement acquis, suivant les modalités suivantes :

- Le 7 septembre 1992 pour le prix de 176.000 euros auprès de Monsieur DUNOYER (père) suivant une convention de successeur.
- Diverses clientèles pour le prix global de 12.000 euros.

### III – Conditions financières de l'apport fusion : prise en charge de passif, rémunération des apports et prime de fusion

#### A - Prise en charge du passif

Monsieur Jean-Claude GUILLET, ès qualités, oblige expressément la Société DUNOYER VIDAL AUDIT, à prendre en charge et à acquitter aux lieu et place de la Société CABINET DUNOYER, tout le passif de ladite société existant au 31 août 2010, jour du bilan de référence sus-rappelé, lequel passif s'élève à la somme de quatre cent quatre vingt neuf mille quatre cent soixante quatre euros et quatre vingt quatre centimes d'euros (489.464,84 €), savoir :

- des emprunts et dettes financières diverses pour	64 886,52 €
- des avances et acomptes reçus pour	60 456,62 €
- des dettes fournisseurs et comptes rattachés pour	174 340,98 €
- des dettes fiscales et sociales pour	123 596,72 €
- des produits constatés d'avance pour	66 184,00 €
	-----
	489 464,84 €

La Société DUNOYER VIDAL AUDIT sera débitrice des créanciers de la Société CABINET DUNOYER aux lieu et place de celle-ci sans que cette substitution entraîne novation à l'égard des créanciers.-

Les créanciers de chacune des sociétés CABINET DUNOYER et Société DUNOYER VIDAL AUDIT dont la créance sera antérieure à la publicité donnée au projet de fusion, pourront faire opposition dans le délai de 30 jours francs à compter de la dernière publication de ce projet. Une décision du Tribunal de Commerce rejettera l'opposition ou ordonnera soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société DUNOYER VIDAL AUDIT en offre et si elles sont jugées suffisantes.

A défaut de remboursement des créances ou de constitution de garanties ordonnées, la fusion sera inopposable aux créanciers opposants.

L'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de fusion.

#### B - Rémunération des apports

##### **1/ actif net apporté**

La valeur brute des apports stipulés à titre de fusion s'élève ainsi qu'il résulte des évaluations ci-dessus, à la somme de huit cent trente six mille cent vingt six euros et quatre vingt huit centimes d'euros, ci

836 126,88 €

A charge par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT d'acquitter le passif de la Société CABINET DUNOYER s'élevant à la somme de quatre cent quatre vingt neuf mille quatre cent soixante quatre euros et quatre vingt quatre centimes d'euros , ci

489 464,84 €

Il en résulte que la valeur de l'actif net apporté par la Société CABINET DUNOYER s'élève à la somme de **trois cent quarante six mille six cent soixante deux euros et quatre centimes d'euros**, ci

-----  
**346 662,04 €**



## **2/ Rémunération des apports et augmentation de capital**

En représentation de la valeur nette des biens apportés par la Société CABINET DUNOYER, le capital de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT qui s'élève à dix mille euros (10.000 €), divisé en 1000 parts sociales d'une valeur nominale de 10 €uros chacune, devrait être augmenté au titre de la rémunération de l'apport.

Cependant, la totalité du capital de la Société CABINET DUNOYER étant détenue par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT, celle-ci doit renoncer à émettre des parts sociales qui devraient lui revenir et il ne sera pas procédé, conformément aux dispositions de l'article L.236-3 du Code de Commerce à une augmentation de capital, ni à un échange de titres de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT contre des parts sociales de la Société CABINET DUNOYER détenues par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT.

## **3/ mali de fusion**

La différence entre la valeur nette des biens apportés pour	346 662,04 €
et la valeur des parts sociales CABINET DUNOYER détenues par	
la Société DUNOYER VIDAL AUDIT, soit	357 868,00 €

constitue un mali technique de fusion de	----- 11 205,96 €
--	----------------------

qui sera inscrit à l'actif du bilan, en immobilisations corporelles au compte 207, de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT.

## **CHAPITRE III : Charges et conditions**

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

### **I - Enoncé des charges et conditions**

A/ La société DUNOYER VIDAL AUDIT prendra les biens apportés par la société absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société CABINET DUNOYER, pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

B/ Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la société absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la société absorbante de payer l'intégralité du passif de la société absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société CABINET DUNOYER à la date du 31 août 2010, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la société DUNOYER VIDAL AUDIT prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au 31 août 2010, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

## **II - Propriété et jouissance**

La Société DUNOYER VIDAL AUDIT aura la propriété et la jouissance des biens et droits composant l'apport ci-dessus stipulé, à compter du jour où cet apport sera devenu définitif, par suite de la réalisation définitive de la fusion, c'est-à-dire à compter du jour des décisions de l'assemblée générale des associés de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT qui approuvera la fusion.

Mais les résultats actifs et passifs de l'exploitation de ces biens appartiendront exclusivement à la Société DUNOYER VIDAL AUDIT à compter du 1er septembre 2010, soit le lendemain du jour auquel a été arrêté le bilan de la Société CABINET DUNOYER sur la base duquel est effectué le présent apport-fusion.

En conséquence, la Société DUNOYER VIDAL AUDIT bénéficiera de toutes les opérations actives et supportera toutes celles passives effectuées par la Société CABINET DUNOYER depuis ladite date du 1er septembre 2010 jusqu'au jour de la réalisation définitive de la fusion. Les comptes de la Société CABINET DUNOYER afférents à cette période seront remis à la société absorbante par les responsables légaux de la société absorbée.

Enfin, la société absorbante sera subrogée purement et simplement ; d'une manière générale, dans tous les droits, parts, obligations et engagements divers de la société absorbée, dans la mesure où ces droits, parts, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

## **III - L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes :**

**A-** Les apports ci-dessus sont faits à charge par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT de payer en l'acquit de la Société CABINET DUNOYER son passif existant au 31 août 2010, tel que celui-ci est déterminé et détaillé ci-avant sous le paragraphe "Conditions Financières".

**B-** Ces apports sont, en outre, consentis et acceptés sous les conditions ordinaires et de droit et aux charges suivantes pour lesquelles Monsieur Jean-Claude GUILLET, ès qualités, engage la Société DUNOYER VIDAL AUDIT qu'il représente et qu'il oblige à exécuter :

1/ La société absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la société absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

2/ La Société DUNOYER VIDAL AUDIT prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance sans pouvoir exercer aucun recours ni demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit à la Société apporteuse.

3/ Elle supportera et acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous impôts, contributions, taxes, primes et cotisations d'assurances, et généralement, toutes les charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens apportés et qui sont inhérents à leur propriété ou à leur exploitation ; elle reprendra notamment, le cas échéant, les engagements souscrits par la Société absorbée vis-à-vis de l'administration, en matière de taxe sur le chiffre d'affaires.

4/ Elle exécutera à compter du même jour, tous traités, marchés, abonnements, conventions et engagements quelconques ayant pu être contractés par la Société apporteuse à l'égard de tous tiers, notamment ceux passés avec la clientèle, les fournisseurs, le personnel et les créanciers, ainsi que tous abonnements pour le service des eaux, du gaz, de l'électricité, du téléphone, relativement à l'exploitation des biens apportés de même que toutes assurances contre l'incendie, accidents ou autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la société apporteuse.

A cet effet, elle en fera opérer la mutation à son nom, remplira les formalités prescrites par lesdits traités, abonnements, conventions et en acquittera les cotisations et redevances à compter du jour de son entrée en jouissance.

5/ Elle se conformera aux lois, décrets et arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celles dont font partie les biens apportés, et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

6/ La Société apporteuse fera à l'Administration des Contributions Directes toutes déclarations fiscales nécessaires, de manière que la Société absorbante ne puisse être inquiétée à ce sujet.

7/ La Société DUNOYER VIDAL AUDIT remplira dans les délais légaux les formalités de publicité prescrites par la loi, relatives à l'apport du fonds de commerce ci-dessus désigné.

#### **IV - Pour ces apports, la société CABINET DUNOYER prend les engagements ci-après**

A / Les apports stipulés dans le présent acte étant faits à charge notamment par la Société absorbante qui les reçoit de payer l'intégralité du passif de la Société absorbée, Monsieur Jean-Claude GUILLET, ès qualités, déclare au nom de la Société CABINET DUNOYER renoncer expressément au privilège du vendeur et à l'action résolutoire pouvant lui appartenir de ce fait.

Il ne sera pris aucune inscription de privilège de vendeur.

B/ La société absorbée s'oblige jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, en bon père de famille ou en bon commerçant, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société CABINET DUNOYER s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la société absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

C/ Elle s'oblige à fournir à la société DUNOYER VIDAL AUDIT, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions. Elle devra, notamment, à première réquisition de la société DUNOYER VIDAL AUDIT, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

D/ Elle s'oblige à remettre et à livrer à la société DUNOYER VIDAL AUDIT aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

#### **CHAPITRE IV : Condition suspensive**

La présente fusion est soumise à la condition suspensive suivante :

- Approbation par décision de l'associée unique de la société DUNOYER VIDAL AUDIT de la fusion par voie d'absorption de la société CABINET DUNOYER,

La réalisation de cette condition suspensive sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal de décisions de l'associée unique.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la présente fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 31 mars 2011 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues, à la volonté de l'une ou l'autre des sociétés, parties aux présentes, notifiées à l'autre partie par simple lettre recommandée avec avis de réception, sans indemnité de part ni d'autre.

La société CABINET DUNOYER se trouvera dissoute de plein droit à l'issue de la décision de l'associée unique de la société DUNOYER VIDAL AUDIT qui constatera la réalisation de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société DUNOYER VIDAL AUDIT de la totalité de l'actif et du passif de la société CABINET DUNOYER.

#### **CHAPITRE V : Déclarations générales**

La société absorbée déclare :

- Qu'elle n'a jamais été en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective sous l'empire de la loi du 13 juillet 1967 ou de la loi du 25 janvier 1985 et, de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;

- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;

- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;

- Que les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la société DUNOYER VIDAL AUDIT ont été régulièrement entreprises ;

- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;

- Que le matériel et autres ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la société absorbée, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;
- Que les biens et droits immobiliers apportés ne sont grevés d'aucun privilège, ni hypothèque ou sûreté réelle, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la société absorbée, cette dernière devrait en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;
- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés ;
- Que la société CABINET DUNOYER s'oblige à remettre et à livrer à la société DUNOYER VIDAL AUDIT, aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

## **CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales**

### **I - Dispositions générales**

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

### **II- Dispositions plus spécifiques**

Pour autant que ces dispositions pourront trouver application :

#### **A/ Droits d'enregistrement**

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code général des impôts.

La formalité sera soumise au droit fixe prévu par la loi.

#### **B/ Impôt sur les sociétés**

Ainsi qu'il résulte des clauses ci-avant, la fusion prend effet le 1<sup>er</sup> septembre 2010. En conséquence, les résultats bénéficiaires et déficitaires produits depuis cette date par l'exploitation de la société absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la société absorbante.

Les soussignés, représentants de la société absorbante et de la société absorbée, rappellent que la société absorbante détient la totalité des titres de la société absorbée et que la présente fusion constitue une opération de restructuration interne. Conformément au règlement CNC 2004-01 précité, les apports seront transcrits dans les écritures de la société absorbante à leur valeur comptable, tels qu'ils figurent dans les comptes de la société CABINET DUNOYER, arrêtés au 31 août 2010.

Les soussignés, ès-qualités, déclarent soumettre la présente fusion au régime prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.

La présente fusion retenant les valeurs comptables au 31 août 2010 comme valeurs d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la société absorbée, la société absorbante, conformément aux dispositions des instructions administratives du 11 août 1993 (BOI 4 I-1-93), du 3 août 2000 (BOI 4 I-2-00) et du 30 décembre 2005 (BOI 4 I-1-05), reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la société absorbée en faisant ressortir distinctement la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et dépréciations constatés. Elle continuera, en outre, de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la société absorbée.

En conséquence, la société DUNOYER VIDAL AUDIT s'engage :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la société absorbée, ainsi que la réserve spéciale où la société absorbée aura porté la provision pour fluctuation des cours en application du sixième alinéa du 5° du 1 de l'article 39 du Code général des impôts ;
- à se substituer à la société absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (article 210 A-3.b. du Code général des impôts) ;
- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée (article 210 A-3.c. du Code général des impôts) ;
- à porter le montant des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables sur le registre prévu à l'article 54 septies II du Code général des impôts ;

La société absorbante joindra à ses déclarations de résultat l'état prévu à l'article 54 septies du Code général des impôts.

#### C/ Taxe sur la valeur ajoutée

Les soussignés constatent que la présente opération de fusion constitue la transmission sous forme d'apport à une société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts issu de l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2005 du 30 décembre 2005. En conséquence, sont dispensés de TVA les apports de marchandises, de biens mobiliers corporels et incorporels d'investissement, d'immeubles et de terrains à bâtir.

Conformément à l'article 257 bis précité, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée et devra, le cas échéant, opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la fusion et qui auraient en principe incombé à la société absorbée si elle avait continué à exploiter.

En outre, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée et devra, si elle réalise des opérations dont la base d'imposition est assise sur la marge en application du e du 1 de l'article 266, de l'article 268 ou de l'article 297 du Code général des impôts, la calculer en retenant au deuxième terme de la différence, le montant qui aurait été celui retenu par la société absorbée si elle avait réalisé l'opération.

La société absorbante déclare qu'elle demandera le transfert du crédit de TVA déductible existant chez la société absorbée, en application de la documentation administrative 3 D-1411, § 73.

#### D/ Participation des employeurs à la formation professionnelle continue

La société absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations de la société absorbée, au titre de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue.

#### E/ Participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise

La société absorbante s'engage à se substituer aux obligations de la société absorbée au regard de la gestion des droits des salariés passés à son service.

A cet effet, elle reprendra au passif de son bilan, s'il y a lieu, la réserve spéciale de participation figurant dans les écritures de la société absorbée, ainsi que la provision pour investissement correspondante, retenue pour la fraction de son montant qui, à la date de l'apport, n'aura pas encore reçu l'emploi auquel cette provision est destinée.

Corrélativement, elle bénéficiera de tous droits de la société absorbée.

### **CHAPITRE VII : Dispositions diverses**

#### **I - Formalités**

A/ La société DUNOYER VIDAL AUDIT remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

B/ Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.

C/ Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

D/ D'une manière générale, pour l'exécution du présent acte et de ses suites, les parties font respectivement élection de domicile à leur siège social sus-indiqué.

Pour tous les dépôts et publications prescrits par la loi comme d'une manière générale pour faire toutes significations et notifications qui pourraient être requises ou utiles et pour remplir toutes les formalités légales, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes.

#### **II - Désistement**

Le représentant de la société absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la société absorbée pour quelque cause que ce soit.

### **III - Remise de titres**

Il sera remis à la société DUNOYER VIDAL AUDIT lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

### **IV - Frais**

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société DUNOYER VIDAL AUDIT.

### **V - Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualités, élisent domicile au siège social des sociétés qu'elles représentent.

### **VI - Pouvoirs**

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;

- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

### **VII - Affirmation de sincérité**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que l'acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport et reconnaissent être informés des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

## **SECTION II**

### **FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE « DUNOYER VIDAL AUDIT » PAR LA SOCIETE « STREGO »**

## **CHAPITRE II : Apport-fusion**

### **I - Dispositions préalables**

- 1- Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la fusion entre les sociétés DUNOYER VIDAL AUDIT et CABINET DUNOYER, les Sociétés STREGO et DUNOYER VIDAL AUDIT ont décidé de fusionner au moyen de l'absorption de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT par la Société STREGO, et de l'apport par la première à la deuxième de la totalité de son actif, à charge par la Société STREGO de supporter l'intégralité de son



passif, et contre l'attribution d'actions à créer en augmentation de capital de la Société absorbante pour une valeur correspondant à celle nette de l'apport.

- 2- La Société DUNOYER VIDAL AUDIT a établi à la date du 31 août 2010 un inventaire et un bilan dont une copie est demeurée **annexée** à chacun des originaux des présentes.**

L'inventaire et le bilan de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT établis ainsi qu'il est dit ci-dessus au 31 août 2010, ont servi à déterminer les éléments d'actif et de passif qui seront respectivement apportés à la Société STREGO et pris en charge par elle au titre de la fusion.

- 3- Toutes les opérations actives et passives effectuées par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT depuis le 1er septembre 2010, date d'ouverture de son exercice en cours jusqu'au jour de la réalisation définitive de la fusion, bénéficieront ou seront prises en charge par la Société STREGO.**

Les comptes de la Société absorbée afférents à la période courue depuis le 1er septembre 2010, date d'ouverture de l'exercice en cours, jusqu'au jour de la réalisation définitive de la fusion, seront remis à la Société absorbante par le représentant légal de la Société absorbée.

## **II - Apport de la société DUNOYER VIDAL AUDIT**

Monsieur Jean-Claude GUILLET, soussigné d'autre part, ès qualités, apporte à titre de fusion à la Société STREGO, sous les conditions ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté au nom de cette dernière par Monsieur Jean-Claude GUILLET, ès qualités, soussigné d'autre part, tous les biens incorporels et corporels, droits et valeurs suivants, appartenant à la Société DUNOYER VIDAL AUDIT à la date du 31 août 2010, soit tout l'actif de ladite Société sans exception ni réserve.

Cet apport-fusion est fait d'une part à charge par la Société STREGO d'acquitter tout le passif de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT au 31 août 2010, ainsi qu'il sera ci-après déterminé, et d'autre part sous la condition qui sera exprimée en fin du présent acte, à la réalisation de laquelle le tout est subordonné.

Les actifs apportés comprennent, sans que l'énonciation qui va suivre puisse être considérée comme limitative, les biens dont la désignation suit, évalués comme il est dit ci-dessus à la date du 31 août 2010.

### **A) ACTIF APPORTE**

**1) Une activité libérale d'expertise comptable**, pour laquelle la Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LA ROCHELLE, sous le numéro 479 375 214 pour son siège social et établissement principal, à l'INSEE sous le numéro SIRET 479 375 21400034, exploité à PERIGNY (17180) – Rue Augustin Fresnel,

Ladite activité comprenant :

*a/ Les éléments incorporels y attachés, sans restriction, ni réserve, savoir :*

- la clientèle,
- le nom "DUNOYER VIDAL AUDIT",
- le droit de se dire successeur de la société apporteuse,
- le bénéfice de tous contrats, conventions et marchés passés avec tous tiers quelconques,

Lesdits éléments incorporels évalués à la somme de  
 Deux cent soixante neuf mille soixante dix sept euros  
 ci .....80 000,00 €

Les frais d'établissement évalués à la somme de  
 zéro Euros, ci ..... 0,00 €

	Brut	Amortissement
- Frais d'établissement	22 377,33	22 377,33
<b>Totaux</b>	<b>22 377,33</b>	<b>22 377,33</b>
		0,00

Les immobilisations financières évaluées à la somme de  
 Trois cent cinquante sept mille huit cent quarante Euros, ci ..... 357 840,00 €

**2) Un actif circulant** s'élevant à la somme de  
 Cent soixante dix neuf mille cinq cent quatre vingt treize Euros  
 et dix-neuf centimes d'euros ci .....179 593,19 €

suivant détail ci-après :

- créances clients pour.....90 542,57 €

	Brut	Provision
- Clients	39 155,60	
- Clients factures à établir	55 514,73	
- Provision créances douteus.		4 127,76
<b>Totaux</b>	<b>94 670,33</b>	<b>4.127,76</b>
		90 542,57

- autres créances pour.....21 536,33 €

- disponibilités pour.....66 267,29 €

- charges constatées d'avance pour ..... 1 247,00 €

**Total de l'évaluation des biens apportés :** ..... **617 433,19 €**  
**Six cent dix sept mille quatre cent trente trois Euros**  
**et dix-neuf centimes d'euros**

**3/ A cet actif circulant** s'ajoutent les biens reçus en apport à titre de fusion de la société CABINET DUNOYER tels qu'ils sont décrits dans la section I – III – A ci dessus à savoir les éléments incorporels et corporels du fonds d'activité libérale exercé par la société CABINET DUNOYER, et l'actif circulant, soit à la valeur de 836.126,88 euros majorée du montant du mali technique de 11.205,96 dégagé lors de la fusion visée à la section I, soit Huit cent quarante sept mille trois cent trente deux euros et quatre vingt quatre centimes d'euros ci .....847 332,84 €

4/ A cet actif circulant s'ajoute la valeur des trois (3) parts de la SARL CABINET DUNOYER acquises à Messieurs VIDAL, DUNOYER et GUILLET, soit vingt huit euros ci ..... 28,00 €

-----

**Soit un Apport net : Total de l'évaluation des biens apportés : 1 464 794,03 €**  
 Un million quatre cent soixante quatre mille sept cent quatre vingt quatorze euros et trois centimes d'euros

#### B) ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

La société est propriétaire de son fonds libéral d'expertise comptable exploité à son siège social pour l'avoir régulièrement acquis auprès de Monsieur Christophe DUNOYER le 1<sup>er</sup> janvier 2005, moyennant une indemnité de présentation d'un montant de 80.000 euros.

### III – Conditions financières de l'apport fusion : prise en charge de passif, rémunération des apports et prime de fusion

#### A - Prise en charge du passif

Monsieur Jean-Claude GUILLET, ès qualités, oblige expressément la Société STREGO, à prendre en charge et à acquitter aux lieu et place de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT, tout le passif de ladite société existant au 31 août 2010, jour du bilan de référence sus-rappelé, lequel passif s'élève à la somme de trois cent cinquante huit mille sept cent soixante deux euros et neuf centimes d'euros (358.762,09 €), savoir :

- des emprunts et dettes pour	137 828,19 €
- des emprunts et dettes financières diverses pour	71 122,99 €
- des dettes fournisseurs et comptes rattachés pour	130 001,61 €
- des dettes fiscales et sociales pour	19 809,30 €
	358 762,09 €

Auquel passif s'ajoute la dette d'acquisition des 3 (trois) parts sociales de la SARL CABINET DUNOYER ..... 28,00

Auquel passif s'ajoute celui de la société CABINET DUNOYER à la date du 31 août 2010 pris en charge par la société DUNOYER VIDAL AUDIT à titre de fusion comme il est dit ci-dessus au paragraphe A IV de la section I ci-dessus, lequel s'élève à la somme de quatre cent quatre vingt neuf mille quatre cent soixante quatre euros et quatre vingt quatre centimes d'euros ..... 489 464,84 €

-----

**Soit au total : ..... 848 254,93 €**

La Société STREGO sera débitrice des créanciers de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT aux lieu et place de celle-ci sans que cette substitution entraîne novation à l'égard des créanciers.

Les créanciers de chacune des sociétés DUNOYER VIDAL AUDIT et Société STREGO dont la créance sera antérieure à la publicité donnée au projet de fusion, pourront faire opposition dans le délai de 30 jours francs à compter de la dernière publication de ce projet.

Une décision du Tribunal de Commerce rejettera l'opposition ou ordonnera soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société STREGO en offre et si elles sont jugées suffisantes.

A défaut de remboursement des créances ou de constitution de garanties ordonnées, la fusion sera inopposable aux créanciers opposants.

L'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de fusion.

## **B - Rémunération des apports**

### **1/ *actif net apporté***

La valeur brute des apports stipulés à titre de fusion s'élève ainsi qu'il résulte des évaluations ci-dessus, à la somme de un million quatre cent soixante quatre euros sept cent quatre vingt quatorze euros et trois centimes d'euros, ci

1 464 794,03 €

A charge par la Société STREGO d'acquitter le passif de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT s'élevant à la somme de huit cent quarante huit mille deux cent cinquante quatre euros et quatre vingt treize centimes d'euros , ci

848 254,93 €

Il en résulte que la valeur de l'actif net apporté par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT s'élève à la somme de **six cent seize mille cinq cent trente neuf euros et dix centimes d'euros**, ci

616 539,10 €

### **2/ *Rémunération des apports et augmentation de capital***

En représentation de la valeur nette des biens apportés par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT, le capital de la Société STREGO qui s'élève à six millions d'euros (6.000.000 €), divisé en 299.022 actions d'une valeur nominale de 20,06 €uros chacune, devrait être augmenté au titre de la rémunération de l'apport.

Cependant, la totalité du capital de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT étant détenue par la Société STREGO, celle-ci doit renoncer à émettre des actions qui devraient lui revenir et il ne sera pas procédé, conformément aux dispositions de l'article L.236-3 du Code de Commerce à une augmentation de capital, ni à un échange de titres de la Société STREGO contre des parts sociales de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT détenues par la Société STREGO.

### **3/ *boni de fusion***

La différence entre la valeur nette des biens apportés pour et la valeur des parts sociales DUNOYER VIDAL AUDIT détenues par la Société STREGO, soit

616 539,10 €

543 992,00 €

constitue **un boni de fusion** de  
qui sera inscrit au résultat financier de la Société STREGO.

72 547,10 €

### **CHAPITRE III : Charges et conditions**

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

#### **I - Enoncé des charges et conditions**

A/ La société STREGO prendra les biens apportés par la société absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société DUNOYER VIDAL AUDIT, pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

B/ Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la société absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la société absorbante de payer l'intégralité du passif de la société absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société DUNOYER VIDAL AUDIT à la date du 31 août 2010, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la société STREGO prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au 31 août 2010, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

#### **II - Propriété et jouissance**

La Société STREGO aura la propriété et la jouissance des biens et droits composant l'apport ci-dessus stipulé, à compter du jour où cet apport sera devenu définitif, par suite de la réalisation définitive de la fusion, c'est-à-dire à compter du jour des décisions de l'assemblée générale des associés de la Société STREGO qui approuvera la fusion.

Mais les résultats actifs et passifs de l'exploitation de ces biens appartiendront exclusivement à la Société STREGO à compter du 1er septembre 2010, soit le lendemain du jour auquel a été arrêté le bilan de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT sur la base duquel est effectué le présent apport-fusion.

En conséquence, la Société STREGO bénéficiera de toutes les opérations actives et supportera toutes celles passives effectuées par la Société DUNOYER VIDAL AUDIT depuis ladite date du 1er septembre 2010 jusqu'au jour de la réalisation définitive de la fusion. Les comptes de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT afférents à cette période seront remis à la société absorbante par les responsables légaux de la société absorbée.

Enfin, la société absorbante sera subrogée purement et simplement ; d'une manière générale, dans tous les droits, parts, obligations et engagements divers de la société absorbée, dans la mesure où ces droits, parts, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

### **III - L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes :**

**A-** Les apports ci-dessus sont faits à charge par la Société STREGO de payer en l'acquit de la Société DUNOYER VIDAL-AUDIT son passif existant au 31 août 2010, tel que celui-ci est déterminé et détaillé ci-avant sous le paragraphe "Conditions Financières".

**B-** Ces apports sont, en outre, consentis et acceptés sous les conditions ordinaires et de droit et aux charges suivantes pour lesquelles Monsieur Jean-Claude GUILLET, ès qualités, engage la Société STREGO qu'il représente et qu'il oblige à exécuter :

1/ La société absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la société absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

2/ La Société STREGO prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance sans pouvoir exercer aucun recours ni demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit à la Société apporteuse.

3/ Elle supportera et acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous impôts, contributions, taxes, primes et cotisations d'assurances, et généralement, toutes les charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens apportés et qui sont inhérents à leur propriété ou à leur exploitation ; elle reprendra notamment, le cas échéant, les engagements souscrits par la Société absorbée vis-à-vis de l'administration, en matière de taxe sur le chiffre d'affaires.

4/ Elle exécutera à compter du même jour, tous traités, marchés, abonnements, conventions et engagements quelconques ayant pu être contractés par la Société apporteuse à l'égard de tous tiers, notamment ceux passés avec la clientèle, les fournisseurs, le personnel et les créanciers, ainsi que tous abonnements pour le service des eaux, du gaz, de l'électricité, du téléphone, relativement à l'exploitation des biens apportés de même que toutes assurances contre l'incendie, accidents ou autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la société apporteuse.

A cet effet, elle en fera opérer la mutation à son nom, remplira les formalités prescrites par lesdits traités, abonnements, conventions et en acquittera les cotisations et redevances à compter du jour de son entrée en jouissance.

5/ Elle se conformera aux lois, décrets et arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celles dont font partie les biens apportés, et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

6/ La Société apporteuse fera à l'Administration des Contributions Directes toutes déclarations fiscales nécessaires, de manière que la Société absorbante ne puisse être inquiétée à ce sujet.

7/ La Société STREGO remplira dans les délais légaux les formalités de publicité prescrites par la loi, relatives à l'apport du fonds de commerce ci-dessus désigné.

#### **IV - Pour ces apports, la société DUNOYER VIDAL AUDIT prend les engagements ci-après :**

A / Les apports stipulés dans le présent acte étant faits à charge notamment par la Société absorbante qui les reçoit de payer l'intégralité du passif de la Société absorbée, Monsieur Jean-Claude GUILLET, ès qualités, déclare au nom de la Société DUNOYER VIDAL AUDIT renoncer expressément au privilège du vendeur et à l'action résolutoire pouvant lui appartenir de ce fait.

Il ne sera pris aucune inscription de privilège de vendeur.

B/ La société absorbée s'oblige jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, en bon père de famille ou en bon commerçant, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société DUNOYER VIDAL AUDIT s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la société absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

C/ Elle s'oblige à fournir à la société STREGO, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions. Elle devra, notamment, à première réquisition de la société STREGO, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

D/ Elle s'oblige à remettre et à livrer à la société STREGO aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

#### **CHAPITRE IV : Conditions suspensives**

La présente fusion est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- Approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société STREGO de la fusion par voie d'absorption de la société DUNOYER VIDAL AUDIT, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la fusion entre les sociétés CABINET DUNOYER et DUNOYER VIDAL AUDIT;

La réalisation de ces conditions suspensives sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes des procès-verbaux des délibérations de l'Assemblée Générale STREGO et des décisions de l'associée unique de la société DUNOYER VIDAL AUDIT.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la présente fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 31 mars 2011 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues, à la volonté

de l'une ou l'autre des sociétés, parties aux présentes, notifiées à l'autre partie par simple lettre recommandée avec avis de réception, sans indemnité de part ni d'autre.

La société DUNOYER VIDAL AUDIT se trouvera dissoute de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société STREGO qui constatera la réalisation de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société STREGO de la totalité de l'actif et du passif de la société DUNOYER VIDAL AUDIT.

## **CHAPITRE V : Déclarations générales**

La société absorbée déclare :

- Qu'elle n'a jamais été en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective sous l'empire de la loi du 13 juillet 1967 ou de la loi du 25 janvier 1985 et, de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;
- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;
- Que les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la société STREGO ont été régulièrement entreprises ;
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;
- Que le matériel et autres ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la société absorbée, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;
- Que les biens et droits immobiliers apportés ne sont grevés d'aucun privilège, ni hypothèque ou sûreté réelle, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la société absorbée, cette dernière devrait en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;
- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés ;
- Que la société DUNOYER VIDAL AUDIT s'oblige à remettre et à livrer à la société STREGO, aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.



## **CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales**

### **I - Dispositions générales**

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

### **II- Dispositions plus spécifiques**

Pour autant que ces dispositions pourront trouver application :

#### **A/ Droits d'enregistrement**

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code général des impôts.

La formalité sera soumise au droit fixe prévu par la loi.

#### **B/ Impôt sur les sociétés**

Ainsi qu'il résulte des clauses ci-avant, la fusion prend effet le 1<sup>er</sup> septembre 2010. En conséquence, les résultats bénéficiaires et déficitaires produits depuis cette date par l'exploitation de la société absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la société absorbante.

Les soussignés, représentants de la société absorbante et de la société absorbée, rappellent que la société absorbante détient la totalité des titres de la société absorbée et que la présente fusion constitue une opération de restructuration interne. Conformément au règlement CNC 2004-01 précité, les apports seront transcrits dans les écritures de la société absorbante à leur valeur comptable, tels qu'ils figurent dans les comptes de la société DUNOYER VIDAL AUDIT, arrêtés au 31 août 2010.

Les soussignés, ès-qualités, déclarent soumettre la présente fusion au régime prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.

La présente fusion retenant les valeurs comptables au 31 août 2010 comme valeurs d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la société absorbée, la société absorbante, conformément aux dispositions des instructions administratives du 11 août 1993 (BOI 4 I-1-93), du 3 août 2000 (BOI 4 I-2-00) et du 30 décembre 2005 (BOI 4 I-1-05), reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la société absorbée en faisant ressortir distinctement la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et dépréciations constatés. Elle continuera, en outre, de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la société absorbée.

En conséquence, la société STREGO s'engage :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la société absorbée, ainsi que la réserve spéciale où la société absorbée aura porté la provision pour fluctuation des cours en application du sixième alinéa du 5° du 1 de l'article 39 du Code général des impôts ;

- à se substituer à la société absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (article 210 A-3.b. du Code général des impôts) ;

- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée (article 210 A-3.c. du Code général des impôts) ;

- à porter le montant des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables sur le registre prévu à l'article 54 septies II du Code général des impôts ;

La société absorbante joindra à ses déclarations de résultat l'état prévu à l'article 54 septies du Code général des impôts.

#### C/ Taxe sur la valeur ajoutée

Les soussignés constatent que la présente opération de fusion constitue la transmission sous forme d'apport à une société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts issu de l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2005 du 30 décembre 2005. En conséquence, sont dispensés de TVA les apports de marchandises, de biens mobiliers corporels et incorporels d'investissement, d'immeubles et de terrains à bâtir.

Conformément à l'article 257 bis précité, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée et devra, le cas échéant, opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la fusion et qui auraient en principe incombé à la société absorbée si elle avait continué à exploiter.

En outre, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée et devra, si elle réalise des opérations dont la base d'imposition est assise sur la marge en application du 1<sup>er</sup> de l'article 266, de l'article 268 ou de l'article 297 du Code général des impôts, la calculer en retenant au deuxième terme de la différence, le montant qui aurait été celui retenu par la société absorbée si elle avait réalisé l'opération.

La société absorbante déclare qu'elle demandera le transfert du crédit de TVA déductible existant chez la société absorbée, en application de la documentation administrative 3 D-1411, § 73.

#### D/ Participation des employeurs à la formation professionnelle continue

La société absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations de la société absorbée, au titre de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue.

#### E/ Participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise

La société absorbante s'engage à se substituer aux obligations de la société absorbée au regard de la gestion des droits des salariés passés à son service.

A cet effet, elle reprendra au passif de son bilan, s'il y a lieu, la réserve spéciale de participation figurant dans les écritures de la société absorbée, ainsi que la provision pour investissement correspondante, retenue pour la fraction de son montant qui, à la date de l'apport, n'aura pas encore reçu l'emploi auquel cette provision est destinée.

Corrélativement, elle bénéficiera de tous droits de la société absorbée.

## **CHAPITRE VII : Dispositions diverses**

### **I - Formalités**

A/ La société STREGO remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

B/ Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.

C/ Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

D/ D'une manière générale, pour l'exécution du présent acte et de ses suites, les parties font respectivement élection de domicile à leur siège social sus-indiqué.

Pour tous les dépôts et publications prescrits par la loi comme d'une manière générale pour faire toutes significations et notifications qui pourraient être requises ou utiles et pour remplir toutes les formalités légales, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes.

### **II - Désistement**

Le représentant de la société absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la société absorbée pour quelque cause que ce soit.

### **III - Remise de titres**

Il sera remis à la société STREGO lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

### **IV - Frais**

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société STREGO.

### **V - Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualités, élisent domicile au siège social des sociétés qu'elles représentent.

## **VI - Pouvoirs**

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

## **VII - Affirmation de sincérité**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que l'acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport et reconnaissent être informés des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Fait à Angers  
Le 13 décembre 2010  
En douze exemplaires

Pour la société  
**STREGO**  
Monsieur Jean-Claude GUILLET

Pour la société  
**DUNOYER VIDAL AUDIT**  
Monsieur Jean-Claude GUILLET

Pour la société  
**CABINET DUNOYER**  
Monsieur Jean-Claude GUILLET

**BILAN ACTIF**

	31/08/2010			31/08/2009
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaire	7 845,62	7 845,62		363,85
Fonds commercial (1)	188 731,88		188 731,88	188 731,88
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	13 973,45	12 008,63	1 964,82	11 797,71
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				7 500,00
	<b>210 550,95</b>	<b>19 854,25</b>	<b>190 696,70</b>	<b>208 393,44</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				22 050,00
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	491 914,71	50 549,02	441 365,69	416 144,78
Autres créances	97 275,16		97 275,16	25 050,94
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	90 414,90		90 414,90	108 679,32
Charges constatées d'avance (3)	16 374,43		16 374,43	15 643,86
	<b>695 979,20</b>	<b>50 549,02</b>	<b>645 430,18</b>	<b>587 568,90</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion Actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>906 530,15</b>	<b>70 403,27</b>	<b>836 126,88</b>	<b>795 962,34</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

## BILAN PASSIF

	31/08/2010	31/08/2009
	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital (dont versé : )	150 000,00	150 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	15 000,00	15 000,00
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	180 862,99	147 639,80
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	799,05	113 223,19
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	<b>346 662,04</b>	<b>425 862,99</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières (3)	64 886,52	111 569,33
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	60 456,62	
Fournisseurs et comptes rattachés	174 340,98	11 487,30
Dettes fiscales et sociales	123 596,72	168 027,72
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	66 184,00	79 015,00
	<b>489 464,84</b>	<b>370 099,35</b>
Ecart de conversion Passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>836 126,88</b>	<b>795 962,34</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	429 008,22	370 099,35
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## COMPTE DE RESULTAT

	31/08/2010			31/08/2009
	France	Exportation	Total	Total
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	799 401,73		799 401,73	791 731,55
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>799 401,73</b>		<b>799 401,73</b>	<b>791 731,55</b>
Production stockée			- 22 050,00	6 000,00
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation			1 832,43	1 713,33
Reprises sur provisions et transfert de charges			13 538,19	167 792,05
Autres produits			97,65	4,35
			<b>792 820,00</b>	<b>967 241,28</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements			316,30	
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			352 241,25	191 046,01
Impôts, taxes et versements assimilés			12 574,89	17 217,29
Salaires et traitements			279 226,87	392 554,72
Charges sociales			108 066,28	141 882,06
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 975,69	5 915,65
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			16 282,54	34 740,57
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			5 028,55	20 246,96
			<b>777 712,37</b>	<b>803 603,26</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>15 107,63</b>	<b>163 638,02</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur dépréciations, provisions et tranfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				1 718,15
				<b>1 718,15</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			3 004,54	5 806,98
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			<b>3 004,54</b>	<b>5 806,98</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>- 3 004,54</b>	<b>- 4 088,83</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>12 103,09</b>	<b>159 549,19</b>

## COMPTE DE RESULTAT (Suite)

	31/08/2010	31/08/2009
	Total	Total
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	4 316,99	1 335,00
Sur opérations en capital	6 221,05	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
	<b>10 538,04</b>	<b>1 335,00</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 10 538,04</b>	<b>- 1 335,00</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	766,00	44 991,00
<b>Total des produits</b>	<b>792 820,00</b>	<b>968 959,43</b>
<b>Total des charges</b>	<b>792 020,95</b>	<b>855 736,24</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>799,05</b>	<b>113 223,19</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier	27 920,50	27 035,12
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



**BILAN ACTIF**

	31/08/2010			31/08/2009
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	22 377,33	22 377,33		3 058,34
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires				
Fonds commercial (1)	80 000,00		80 000,00	80 000,00
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations	357 840,00		357 840,00	360 000,00
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
	<b>460 217,33</b>	<b>22 377,33</b>	<b>437 840,00</b>	<b>443 058,34</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				41 100,00
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	94 670,33	4 127,76	90 542,57	30 742,24
Autres créances	21 536,33		21 536,33	26 713,78
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	66 267,29		66 267,29	71 448,32
Charges constatées d'avance (3)	1 247,00		1 247,00	8 569,00
	<b>183 720,95</b>	<b>4 127,76</b>	<b>179 593,19</b>	<b>178 573,34</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion Actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>643 938,28</b>	<b>26 505,09</b>	<b>617 433,19</b>	<b>621 631,68</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

## BILAN PASSIF

	31/08/2010	31/08/2009
	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital (dont versé : )	10 000,00	10 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	1 000,00	1 000,00
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	152 928,27	111 763,04
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	94 742,83	61 665,23
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	<b>258 671,10</b>	<b>184 428,27</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	137 828,19	202 924,72
Emprunts et dettes financières (3)	71 122,99	62 875,29
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	130 001,61	163 875,92
Dettes fiscales et sociales	19 809,30	7 527,48
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	<b>358 762,09</b>	<b>437 203,41</b>
Ecart de conversion Passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>617 433,19</b>	<b>621 631,68</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	73 051,88	137 828,19
(1) Dont à moins d'un an (a)	285 710,21	299 375,22
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## COMPTE DE RESULTAT

	31/08/2010			31/08/2009
	France	Exportation	Total	Total
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	150 044,24		150 044,24	138 419,03
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>150 044,24</b>		<b>150 044,24</b>	<b>138 419,03</b>
Production stockée				32 800,00
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation				2 800,00
Reprises sur provisions et transfert de charges				73,66
Autres produits			2,91	
			<b>150 047,15</b>	<b>174 092,69</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			123 423,38	149 922,79
Impôts, taxes et versements assimilés			369,00	354,00
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 058,34	5 221,38
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				4 127,76
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			1,34	802,25
			<b>126 852,06</b>	<b>160 428,18</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>23 195,09</b>	<b>13 664,51</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
De participations (3)			80 000,00	60 000,00
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				428,41
			<b>80 000,00</b>	<b>60 428,41</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			6 206,26	12 427,69
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			<b>6 206,26</b>	<b>12 427,69</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>73 793,74</b>	<b>48 000,72</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>96 988,83</b>	<b>61 665,23</b>

**COMPTE DE RESULTAT (Suite)**

	31/08/2010	31/08/2009
	Total	Total
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	3,00	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	<b>3,00</b>	
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	2 160,00	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
	<b>2 160,00</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 2 157,00</b>	
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	89,00	
<b>Total des produits</b>	<b>230 050,15</b>	<b>234 521,10</b>
<b>Total des charges</b>	<b>135 307,32</b>	<b>172 855,87</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>94 742,83</b>	<b>61 665,23</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

## Bilan Actif

	Exercice		31/08/10	31/08/09
	Durée		12 mois	12 mois
	Brut	Amort. & Prov.	Net	Net
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, logiciels, licences	1 300 319	1 028 402	271 917	248 275
Fonds commercial (1)	6 136 905	15 245	6 121 661	1 749 308
Autres immobilisations incorporelles	11 059 210		11 059 210	9 720 349
Avances et acomptes	886 056		886 056	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	5 336		5 336	5 336
Constructions	821 378	182 529	638 849	686 507
Inst.techniques, Matériel,Outil.industriel				
Autres immobilisations corporelles	6 402 598	3 933 551	2 469 047	2 532 375
Immobilisations en cours	6 076		6 076	24 682
Avances et acomptes				14 136
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations mise en équivalence				
Autres participations	5 658 329	810 580	4 847 749	5 736 322
Créances rattachées à des participations	236 671		236 671	184 136
Autres titres immobilisés	5 978		5 978	5 723
Prêts				4 518
Autres immobilisations financières	91 840		91 840	55 872
<b>TOTAL</b>	<b>32 610 698</b>	<b>5 970 307</b>	<b>26 640 391</b>	<b>20 967 540</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvis.				
En cours de productions de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances &amp; acomptes versés/commandes</b>				
<b>Créances d'exploitation (3)</b>				
Créances Clients comptes rattachés	17 074 783	799 785	16 274 999	15 143 654
Autres créances	872 929		872 929	266 437
<b>Capital souscrit et appelé, non versé</b>				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
	1 525 750		1 525 750	1 179 838
<b>Disponibilités</b>	<b>1 381 688</b>		<b>1 381 688</b>	<b>1 731 112</b>
<b>Charges constatées d'avance (3)</b>	<b>763 301</b>		<b>763 301</b>	<b>730 840</b>
<b>TOTAL</b>	<b>21 618 451</b>	<b>799 785</b>	<b>20 818 667</b>	<b>19 051 880</b>
<b>CHARGES A REP. S/PLUS.EXERCICES</b>				
<b>PRIMES DE REMBT OBLIGATIONS</b>				
<b>ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>54 229 149</b>	<b>6 770 092</b>	<b>47 459 058</b>	<b>40 019 420</b>
1) Dont droit au bail			15 245	15 245
2) Dont à moins d'un an (brut)				
3) Dont à plus d'un an (brut)				

## Bilan Passif

Exercice	31/08/10	31/08/09
Durée	12 mois	12 mois

	Montant	Montant
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel (dont versé : 6 000 000)	6 000 000	5 773 340
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 699 524	2 128 849
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	577 334	552 134
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	6 811 541	5 935 121
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	2 269 340	2 106 579
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	231 949	176 979
<b>TOTAL</b>	<b>18 589 689</b>	<b>16 673 002</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL</b>		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	492 312	408 666
Provisions pour charges		
<b>TOTAL</b>	<b>492 312</b>	<b>408 666</b>
<b>DETTES (1)</b>		
<b>Dettes financières</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	5 418 925	1 712 478
Emprunts et dettes financières divers (3)	1 668 899	1 839 447
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
<b>Dettes d'exploitation</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 134 610	697 040
Dettes fiscales et sociales	9 327 939	9 796 746
<b>Dettes diverses</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	167 592	122 331
Autres dettes	199 879	263 459
Produits constatés d'avance	9 459 213	8 506 252
<b>TOTAL</b>	<b>28 377 057</b>	<b>22 937 752</b>
<b>ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>47 459 058</b>	<b>40 019 420</b>
1) Dont à plus d'un an	5 957 584	2 695 997
Dont à moins d'un an	22 419 473	20 241 642
2) Dont concours bancaires courants et solde créditeurs		
3) Dont emprunts participatifs		

# Compte de Résultat

Exercice		31/08/10	31/08/09
Durée		12 mois	12 mois
France	Export	Montant	Montant
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1)</b>			
Ventes marchandises			
Production vendue de biens			
Prod. vend. de services		51 523 004	11 173
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>		51 523 004	11 173
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		40 849	21 131
Reprise /amortis.& Provision transfert de charges		1 648 249	1 831 993
Autres produits		49 797	19 749
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		53 273 072	49 400 214
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (2)</b>			
Achats marchandises			
Variation de stock			
Achats matières premières & autres approvisionnements			
Variation de stock			
Autres achats et charges externes		12 688 995	8 709 385
Impôt, taxes et versements assimilés		1 696 299	1 494 800
Salaires & traitements		22 466 136	23 352 125
Charges sociales		9 749 757	10 124 394
Dotations aux amortissements sur immobilisations		871 752	781 280
Dotations aux provisions sur immobilisations			
Dotations aux provisions sur actif circulant		415 888	361 884
Dotations aux provisions pour risques & charges		337 646	378 178
Autres charges		510 191	314 996
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>		48 736 663	45 517 042
<b>1- RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>4 536 409</b>	<b>3 883 172</b>
<b>BENEFICE ATTRIBUE OU PERTE TRANSFEREE</b>			
<b>PERTE SUPPORTEE OU BENEFICE TRANSFERE</b>			
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
De participations (3)		949 000	59 957
Autres valeurs mobilières & créances de l'actif immobilisé (3)			
Autres intérêts & produits assimilés (3)		26 946	65 574
Reprises sur provisions & transfert de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement.		5 109	672
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>		981 055	126 203
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotations aux amortissements & Provisions		810 580	
Intérêts & charges assimilés (4)		205 114	138 815
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</b>		1 015 694	138 815
<b>2- RESULTAT FINANCIER</b>		<b>( 34 640)</b>	<b>( 12 611)</b>
<b>3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>4 501 769</b>	<b>3 870 560</b>

# Compte de Résultat (suite)

Exercice	31/08/10	31/08/09
Durée	12 mois	12 mois

	Montant	Montant
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	20 378	29 339
Sur opérations en capital	3 013	579
Reprises sur Provisions & transferts de charges	32 972	40 523
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>56 363</b>	<b>70 441</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	138 752	32 770
Sur opérations en capital	11 876	53 927
Dotations aux amortissements & provisions	292 619	82 615
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>443 247</b>	<b>169 311</b>

<b>4- RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>( 386 883)</b>	<b>( 98 870)</b>
---------------------------------	-------------------	------------------

Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	794 866	683 017
Impôts sur les bénéfices	1 050 680	982 094

<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>54 310 491</b>	<b>49 596 858</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>52 041 150</b>	<b>47 490 279</b>

<b>5- BENEFICE OU PERTE</b>	<b>2 269 340</b>	<b>2 106 579</b>
-----------------------------	------------------	------------------

1) Dont produits sur exercices antérieurs		
2) Dont charges sur exercices antérieurs		
3) Dont produits entreprises liées		3 227
4) Dont intérêts entreprises liées		
5) Dont crédit-bail - Mobilier	989	4 144
- Immobilier		